

**DECISION DU PRESIDENT N° 022-24**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : ATTRIBUTION DE MARCHE POUR LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RÉHABILITATION DE LA STEP DES BROUZILS**

Le Président de la Communauté de communes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,  
Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,  
Vu la délibération du Conseil communautaire du 28 décembre 2023, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 1 500 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,  
Considérant la procédure adaptée publiée sur le profil acheteur « marchés-sécurisés » le 12 décembre 2023, sur le Moniteur le 13 décembre et sur Ouest-France le 14 décembre, avec une remise des offres le 26 janvier 2024,  
Considérant le rapport d'analyse des offres et au regard des critères d'attribution (70% sur la valeur technique et 30% sur le prix)  
Considérant l'offre de l'entreprise CÉMÉAU de Chavagnes-en-Paillers (85) pour un montant global de 42 750.00 € HT

**DECIDE**

**Article 1 :** d'attribuer le marché pour la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la STEP des Brouzils à l'entreprise CÉMÉAU pour un montant global de 42 750.00 € HT.

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe assainissement.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint Fulgent, le 20 février 2024

Le Président  
Jacky DALLE